

Re-InVEST.be

Investir dans les droits fondamentaux, les capacités et les politiques contre la pauvreté en Belgique

DUREE
15/12/2019 – 15/3/2024

BUDGET
1 530 000 €

DESCRIPTION DU PROJET

Contexte:

Vingt-cinq ans après le *Rapport général sur la pauvreté*, et en dépit des efforts des gouvernements successifs, la pauvreté persiste en Belgique. Cela signifie que les efforts déployés pour réduire la pauvreté dans certaines zones ont été contrebalancés par la (ré)émergence de la pauvreté dans d'autres zones. Une approche plus compréhensive et préventive du phénomène est devenue nécessaire.

Objectifs généraux et questions-clefs de la recherche :

La recherche se focalisera sur le lien entre protection sociale, logement et santé. Les questions-clefs de notre recherche dans ces trois domaines seront liées à l'accès aux droits et à leur adéquation, et aussi aux effets (se renforçant mutuellement) du (dés)investissement social sur les « doings » et les « beings » des ménages et des individus. La recherche inclura aussi une évaluation des politiques existantes et des recommandations pour des stratégies anti-pauvreté plus efficaces.

Cadre théorique et méthodologie :

Le cadre théorique du projet de recherche fait des capacités et des droits humains les fondements de l'inclusion sociale et du bien-être des individus. La pauvreté peut venir d'un manque de ressources, de facteurs de conversion contraignants, et/ou d'un manque de droits et de liberté de choix. D'un point de vue dynamique, la pauvreté peut en retour poser des contraintes sur l'investissement des ménages dans leurs propres ressources (logement, éducation, santé etc.), ce qui au final génère un cercle vicieux de privation.

Les mesures fondées sur l'investissement social peuvent donc impacter les capacités individuelles de différentes manières : par l'investissement dans des capitaux (matériels ou non), par le transfert aux ménages des ressources financières qui leur permettent d'investir dans leurs propres ressources, par le renforcement de leurs droits et liberté au travers de régulations, ou indirectement par le renforcement des capacités d'action des collectifs qui travaillent en interaction avec les personnes vulnérables.

Nous comptons combiner des analyses quantitatives de différentes bases de données STATBEL (interconnectées) avec une recherche qualitative participative. La recherche dans chaque domaine (protection sociale, logement, santé) repose sur trois piliers :

- les aspects socio-juridiques (base légale, mise en œuvre et application des droits) seront examinés principalement par le CriDIS;
- les aspects socio-économiques (adéquation, distribution/exclusion, et rentabilité des investissements sociaux) seront principalement étudiés par HIVA ;
- l'approche participative (dialogue avec les associations et les personnes sur le terrain) et les aspects politiques (propositions de politiques futures) seront couverts par le Service de lutte contre la pauvreté.

Impact potentiel :

- La finalité scientifique de Re-InVEST.be est de permettre une réévaluation des principales politiques fédérales et des instruments : il s'agit de passer d'une perspective curative à une perspective préventive, d'une perspective de "survie" à celle d'un "investissement social", et de mettre au jour des processus de discrimination ouverts ou dissimulés qui risquent d'enfermer certains groupes de la population dans une pauvreté permanente. Notre principal intérêt porte sur le rôle de la protection sociale, prise dans la perspective innovante et multidimensionnelle de l'investissement social. L'interaction entre la protection sociale, la santé et le logement sera analysée en détail, à la fois quantitativement et qualitativement, afin d'illustrer les dynamiques propres à l'investissement social.
- Au-delà des objectifs scientifiques, nous poursuivons une claire finalité sociétale. Notre approche *participative* (mélangeant les savoirs) a pour but de construire des capacités d'action, spécialement au sein des associations des personnes en situation de pauvreté, tout en conférant simultanément une validité scientifique maximale à notre démarche. Nous cherchons aussi à contribuer à générer l'appui de l'opinion publique à une stratégie plus ambitieuse et plus efficace de lutte nationale contre la pauvreté.

Re-InVEST.be

- Le troisième objectif est orienté vers la *formulation des politiques publiques*. L'approche par l'investissement social – si elle était adoptée – générerait une véritable rupture dans la tendance à la reproduction de la pauvreté en Belgique. Des recommandations politiques concrètes et réalistes seront tirées des résultats de la recherche de Re-InVEST.be. Elles porteront sur le niveau, la couverture, la conditionnalité et les schémas temporels des allocations sociales, l'équilibre entre la protection de court et de long-terme, le lien entre les allocations sociales et le statut de locataire, les politiques antidiscriminatoires, le cadre juridique et institutionnel des services sociaux publics, l'accès à la justice, le règlement des litiges, les synergies entre politiques fédérales et régionales – avec une attention spéciale portée à la santé et au logement.

Résultats espérés :

Résultats scientifiques

- Pour chaque dimension étudiée (protection sociale, logement et santé), un rapport intégré sera établi qui combinera les résultats des perspectives socio-économique, sociojuridique et socioconstructiviste. Les rapports seront publiés sous forme de *livre* à la fin du projet (soit comme un volume simple, soit comme une collection de trois volumes);
- 6 articles internationaux (peer-reviewed);
- 6 présentations à des séminaires scientifiques / des conférences organisés par des instituts / associations scientifiques.

Résultats pour l'action publique

- 6 articles dans des journaux orientés vers les problèmes de politique publique ;
- 6 Policy briefs ;
- un séminaire orienté vers les politiques publiques pour les partenaires sociaux et les policy makers.

Société civile / professionnels / opinion publique

- Le dispositif participatif du projet devrait fonctionner comme un laboratoire d'apprentissage réciproque. Elle devrait contribuer (a) à construire la capacité de réflexion et d'action de groupes de citoyens; (b) au développement professionnel des autres participants; (c) au réseautage et à la construction de consensus entre les parties prenantes ;
- Les Policy briefs seront diffusés via les médias sociaux, les sites web des partenaires de la recherche, et des newsletters ;
- Des articles de presse, des interviews en radio ;
- 2 séminaires interactifs en collaboration avec les organisations représentatives (associations de personnes vulnérables, parties prenantes du secteur du logement, parties prenantes du secteur de la santé) ;
- Une conférence finale ciblera directement un ensemble mixte de tous les publics mentionnés ci-dessus.

COORDONNEES

Coordinateur

Ides Nicaise
KU Leuven (HIVA)
ides.nicaise@kuleuven.be

Partenaires

Jean De Munck
CRIDIS (UC Louvain)
jean.demunck@uclouvain.be

Henk Van Hootegem
Steunpunt tot bestrijding van armoede,
bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting
(Combat Poverty Service)
henk.vanhootegem@cntr.be

LIENS

www.hiva.kuleuven.be